

POLITIQUE MAROCAINE DE LA TERRE BRÛLÉE AU SAHARA OCCIDENTAL

ÉDUCATION NATIONALE

BELAABED ÉVALUE LES RÉSULTATS DU BAC ET DU BEM

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 5061 | Lundi 22 juillet 2024 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

MÉTÉO

LA VAGUE DE CHALEUR SE POURSUIVRA JUSQU'À AUJOURD'HUI

DIPLOMATIE

DENSE ACTIVITÉ D'AHMED ATTAF À ACCRA



LA PROTECTION CIVILE TIRE LA SONNETTE D'ALARME



BILAN EFFROYABLE DES NOYADES

■ GÉNOCIDE À GHAZA

«L'ENTITÉ SIONISTE DOIT RÉPONDRE DE SES ACTES»

■ STARTUPS EN ALGÉRIE

UNE HAUSSE EXTRAORDINAIRE DE 228% EN DEUX ANS

■ OLYMPIADE INTERNATIONALE DE MATHÉMATIQUES

PARTICIPATION HONORABLE POUR L'ALGÉRIE

MINISTÈRE DE
L'AGRICULTURE ET DU
DÉVELOPPEMENT RURAL

Installation de nouveaux cadres supérieurs

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a supervisé la cérémonie d'installation des cadres de l'administration centrale ainsi que de la Direction générale des forêts. Selon un communiqué du ministère, « l'installation concerne l'inspecteur général du ministère, Nadjib Zerrougui, Messaoud Ben Dridi, directeur général de la production agricole, et Si Ali, directeur de la flore et de la protection animale à la direction générale des forêts. »

Outre 06 sous-directeurs au Ministère et quatre sous-directeurs dans le secteur forestier. À cette occasion, le Ministre a évoqué les enjeux du secteur et les défis à relever pour renforcer la sécurité alimentaire, notamment dans le cadre de la nouvelle vision d'expansion des investissements au sud, outre le rôle du secteur dans la préservation le patrimoine naturel national.

Le Ministre a également profité de cette occasion pour délivrer un message de remerciements et de gratitude au personnel forestier mobilisé sur le terrain pour préserver les richesses forestières, ainsi qu'aux agents recenseurs « pour le formidable travail qu'ils ont accompli en matière de Recensement Général de l'Agriculture 2024. »

AADL

Vente de locaux commerciaux dans quatre wilayas

L'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL), a annoncé la vente aux enchères de centaines de locaux commerciaux dans plusieurs wilayas.

Selon le communiqué de l'agence, la vente concerne les wilayas suivantes : 02 locaux à usage commercial au niveau de la citée 5000/1137 logements AADL, citée 19, Sidi Abdallah, wilaya d'Alger.

120 locaux à usage commercial dans la citée 1200 logements, citée 18, Sidi Abdallah, Alger.

120 locaux à usage commercial et service (88 commerciaux et 32 services) dans la citée 1500/1150 logements AADL, Sidi Hammad Muftah, wilaya Blida. 811 locaux à usage commercial au niveau de la citée 5000 logements AADL de Sidi Sarhan, wilaya de Blida. 76 locaux à usage commercial dans la citée 500 logements AADL Djendel, wilaya d'Ain Defla.

103 locaux à usage commercial et de service (76 commerciaux, 27 de service) dans la citée 1000 logements, wilaya d'Ain Defla. 20 locaux commerciaux au niveau de la citée 1250 logements AADL, Khemis Miliana, wilaya d'Ain Defla.

115 locaux commerciaux au niveau de la citée 700 500 logements AADL à Sidi Ammar, wilaya de Médéa.

40 locaux à usage commercial et de service (19 commerciaux et 21 services) dans la citée 1300 logements AADL, Ain El Djarda, dans la wilaya de Médéa.

R. N.

LA PROTECTION CIVILE TIRE LA SONNETTE D'ALARME

Bilan effroyable des noyades

Le bilan des dernières noyades a enregistré 96 morts depuis ces derniers jours de canicule. La Protection civile déplore ce bilan qui ne fait que courir plus de risques aux estivants qui ne respectent pas les consignes de sécurité.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

C'est en effet le nombre de décès le plus important depuis le début de la saison estivale. La DG de la protection civile a considéré dans un communiqué que « 54 corps ont été repêchés sans vie depuis la hausse des mercures » en précisant que « 22 autres personnes sont mortes dans les plages autorisées à la baignade après les heures de surveillance. » Quant aux autres personnes qui ont péri, celles-ci ont principalement investi des plages à l'accès interdit à la baignade, les eaux des barrages et retenues collinaires. La plupart des jeunes adolescents ne se rendent pas compte des risques qui les attendent dans ces périmètres dont personne ne peut sortir indemne même s'il dispose de prouesses de nage. La même source signale que « la plupart des victimes sont des enfants » avec comme cause principale de décès « le non-respect des consignes de sécurité » et « l'aventure dans des endroits à l'accès difficile » comme certaines plages aux reliefs rocheux et celles qui ont des profondeurs et ravins très prononcés. La méconnaissance des lieux est également un facteur de haut risque pour ceux veulent montrer leurs capacités de s'éloigner



seules. Il faut rappeler que l'année dernière plus de 214 personnes ont péri dans les plages non autorisées à la baignade et certains ont eu la vie sauve grâce notamment à l'intervention rapide des agents de la protection civile dans les plages au relief marin difficile. Pour cette année, près de 10.000 agents sont mobilisés sur les 613 plages qui ont été autorisées par les pouvoirs publics. La Protection civile tire ainsi la sonnette d'alarme sur « l'insouciance de certains citoyens » qui n'obéissent pas aux con-

signes de sécurité et s'éloignent des points de surveillance même si le drapeau rouge est pointé. Avec les chaleurs suffocantes, il est indiqué que « les estivants doivent privilégier des heures clémentes pour la nage. » La protection civile rappelle que lors de la hausse des températures, les estivants ne doivent pas s'éloigner des points de surveillance là où les agents en poste sont disponibles. Les espaces familiaux de plaisance ne manquent pas cet été pour passer d'agréables séjours et éviter le pire.

F. A.

EN 24 HEURES

Cinq personnes mortes par noyade

Cinq personnes ont trouvé la mort par noyade en 24 heures, selon le bilan des interventions de la Protection civile à travers le pays. Selon les mêmes services, le nombre total d'interventions au cours de la même période s'est élevé à 4.264, à raison d'une intervention toutes les 20 secondes. Concernant les accidents de la circulation, les services de la protection civile ont enregistré 232 interventions, 238 blessés et 05 morts. Quant aux noyades, les services de la Protection Civile ont enregistré 1190 interventions, grâce auxquelles 849 personnes ont été sauvées, tandis que 05 décès ont été enregistrés.

R. N.

GRANDS PÉRIMÈTRES DANS LES WILAYAS DU SUD

Les bénéficiaires tenus de soumettre leurs plans agricoles

Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Youcef Cherfa a présidé avant-hier une rencontre avec les opérateurs publics et les bénéficiaires des grands périmètres dans les wilayas du Sud, au cours de laquelle il a souligné l'obligation pour ces opérateurs de présenter leurs plans agricoles pour les trois prochaines saisons, afin d'augmenter la production agricole dans les filières stratégiques. « Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence des directeurs des services agricoles des wilayas du Sud, du Secrétaire général de l'Union nationale

des agronomes (UNA), et des cadres du secteur, a été consacrée à l'élaboration des plans agricoles pour chaque zone pour les trois prochaines saisons (2024-2025, 2025-2026, 2026-2027) », indique un communiqué du ministère. L'opération d'identification préalable des plans agricoles, qui sera mise en œuvre à partir de ce mois de juillet, vise à augmenter la superficie consacrée aux cultures principales telles que les céréales, le maïs, les plantes oléagineuses et les légumineuses. Les engagements de chaque opérateur seront concrétisés sous forme de contrats

de performance, spécifiant les surfaces allouées à chaque culture ainsi que le rendement attendu par hectare, selon le communiqué. « En ce qui concerne la culture du maïs jaune, il a été convenu lors de cette rencontre de créer de grands périmètres dans la wilaya d'In Salah », ajoute la même source. Pour rappel, cette rencontre s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la prochaine saison agricole, notamment en ce qui concerne les cultures stratégiques, en concrétisation des décisions du Conseil des ministres tenu le 15 juillet 2024.

R. N.

FINANCEMENT DES ÉTUDES

Le groupe GEM s'allie avec Al Salam Bank Algeria

Inédit ! Le Groupe des Ecoles de Management (GEM), avec ses deux composantes MDI-Algiers Business School et EFTG Business School, et Al Salam Bank Algeria, viennent de signer une convention de partenariat pour le lancement de « Dirassati » pour le financement des études. Pour le Directeur général d'Al Salam Bank Algeria, Nasser Hideur, le produit Dirassati permet de bénéficier du paiement échelonné des frais d'études, avec à la clé une ouverture d'un livret d'épargne ou d'investissement avec un dépôt initial de 10 000 dinars. Aussi, souligne M. Hideur a annoncé un autre produit financier destiné aux artisans issus de la formation professionnelle, intitulé Hirfati.

Pour Al Salam Bank, ce nouveau produit « offre des solutions de financement conformes à la charia pour les études de vos enfants dans les meilleures écoles et institutions privées ».

Aussi, MDI-Algiers Business School « fidèle à ses valeurs de solidarité et de responsabilité sociale, le Groupe des Ecoles de Management-GEM avec ses deux composantes MDI-Algiers Business School et EFTG Business School apporte son soutien aux nouvelles générations pour construire leur avenir ».

Intervenant lors d'un point de presse en marge de la signature de la convention, Mme Amina Benabdeslem, directrice de EFTG Business School, a affirmé que

« cette initiative va rendre énormément de services et donner un souffle nouveau à l'enseignement et à la formation ».

Dans la même optique, Brahim Benabdeslem, directeur de MDI - Algiers Business School, a souligné que ce nouveau produit permettra à beaucoup de jeunes Algériens d'accéder à une formation qui leur ouvrira des opportunités de créer de petites et moyennes entreprises (PME). M. Benabdeslem a précisé que ce produit concerne aussi les PME et les startups qui ont éventuellement besoin de former leurs cadres, mais dont les moyens financiers limités ne sont pas à la hauteur de l'objectif recherché.

R. N.

DIPLOMATIE

Dense activité de Ahmed Attaf à Accra

«Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, s'est entretenu, hier, à Accra (Ghana), avec le Secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe (UMA), Tarek Ben Salem», a indiqué un communiqué du ministère.

PAR KAHINA HAMMOUDI

À cette occasion, «le ministre Ahmed Attaf a réitéré ses félicitations à M. Tarek Ben Salem pour sa nomination comme Secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe, saluant, par là-même, le choix judicieux de la Tunisie, pays frère, qui a proposé à ce poste un diplomate chevronné connu pour son attachement et son engagement en faveur des questions d'intérêt pour la région maghrébine», précise la même source.

M. Attaf a assuré Tarek Ben Salem que «l'Algérie lui apportera son soutien dans l'accomplissement de ses missions au service des aspirations et des intérêts des peuples maghrébins», conclut le communiqué.

Le chef de la diplomatie algérienne, s'est également entretenu, avec le président du Parlement panafricain (PAP), Fortune Charumbira.

La rencontre a permis aux deux parties de «passer en revue les efforts et les activités du Parlement panafricain en faveur du renforcement de l'action africaine commune» et d'«examiner les voies à même de permettre à cette institution importante d'accomplir son rôle pleinement», a précisé le communiqué.

Attaf s'entretient avec la Directrice exécutive de l'AUDA-NEPAD

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a eu, également hier à Accra (Ghana), une rencontre bilatérale avec la Directrice exécutive de l'Agence



de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), Mme Nardos Bekele-Thomas, indique un communiqué du ministère. La rencontre a été consacrée, précise le communiqué, à «l'examen des questions phares liées aux enjeux de développement sur le continent africain, et des moyens de renforcer l'adhésion de l'Algérie et sa contribution, étant l'un des cinq pays fondateurs de l'AUDA-NEPAD, pour soutenir les efforts collectifs visant à renforcer l'intégration et à promouvoir le développement en Afrique.»

Entretien avec le président du Parlement panafricain

«Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, s'est entretenu, hier aussi à Accra (Ghana), avec le président du Parlement panafricain (PAP), Fortune Charumbira», indique un communiqué du ministère.

La rencontre a permis aux deux parties de «passer en revue les efforts et les activités du Parlement panafricain en faveur du renforcement de l'action africaine commune» et d'«examiner les voies à même

de permettre à cette institution importante d'accomplir son rôle pleinement», a précisé le communiqué.

La sécurité dans le continent africain

«Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf s'est entretenu, samedi à Accra (Ghana), avec le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat», a indiqué un communiqué du ministère.

«La réunion a permis d'échanger les vues et les analyses sur la situation dans les foyers de crises et de conflits, ainsi que les menaces à la paix et à la sécurité dans le continent africain, et d'examiner les principales questions ayant trait aux défis et aux enjeux politiques, économiques et de développement sur la scène continentale», précise le communiqué. Les deux parties ont également examiné «plusieurs questions liées aux échéances prévues sur le plan interne au niveau de l'UA, et externe entre l'UA et ses partenaires internationaux», conclut le communiqué.

K. H.

Le président du Parlement russe en visite en Algérie

Le président de la Douma (parlement de la Fédération de Russie), Volodine Viatcheslav Viktorovitch, effectuera, à partir d'aujourd'hui lundi, une visite officielle en Algérie. Cette visite constitue une nouvelle pierre angulaire dans l'édifice des relations entre les deux pays, qui aspirent à renforcer leurs relations bilatérales, notamment au niveau parlementaire. Au cours de cette visite, les Présidents des deux chambres du Parlement algérien et l'hôte d'Alger s'entreprendront sur des questions liées à la coopération et à l'activité parlementaire.

R. N.

«BAWABET EL DJAZAÏR»

Nouvelle revue politique et économique mensuelle

Une nouvelle revue politique et économique mensuelle intitulée «Bawabet El Djaïr» (Portail de l'Algérie) vient d'enrichir le paysage médiatique algérien.

Le numéro zéro de cette revue propose des analyses et des articles sur l'actualité nationale, régionale et internationale par des auteurs algériens et arabes, qui abordent la dynamique et les mutations économiques sans précédent que connaît le pays à tous les niveaux.

La revue revient longuement sur la présence diplomatique notable de l'Algérie dans les fora internationaux au cours des cinq dernières années et son attachement à ses principes et ses positions dans la bataille de polarisation en cours dans un monde en crise et une région en effervescence.

Parmi les principaux dossiers à la Une, on retrouve «La diplomatie souveraine sous Abdelmadjid Tebboune» et «Redressement de cap, feuille de route pour l'avenir d'une nation» sur les cinq années de gouvernance du président de la République.

La revue consacre également un article à la disponibilité de l'Armée algérienne face à tous les scénarios possibles, notamment dans le contexte des mutations régionales. Intitulé «La défense stratégique : parer à tous les scénarios», l'article met en exergue l'activation des éléments de la sécurité nationale et le renforcement des capacités de l'Armée.

«La bataille de la sécurité alimentaire et hydrique : l'Algérie au cœur de l'équation» est le titre d'un autre article qui traite abondamment de la révolution menée par la nouvelle Algérie dans ce domaine prioritaire faisant partie des engagements du président de la République.

Au volet économique, la revue met en lumière les réalisations économiques du pays au cours des dernières années, rappelant que l'économie algérienne occupait la troisième place en Afrique, selon les données du Fonds monétaire international pour l'année 2024.

La revue revient, par ailleurs, sur les développements de la question du Sahara occidental dans un article intitulé «La question sahraouie : le tournant».

Le numéro zéro de cette nouvelle revue consacre aussi un article au rôle de l'Algérie en Afrique, intitulé «L'Agence algérienne de développement en Afrique : le soft power algérien».

R. N.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Une étape concluante dans le processus démocratique en Algérie

PAR LAKHDARI BRAHIM

Le compte à rebours pour la présidentielle anticipée du 7 septembre prochain a commencé avec l'annonce de l'ANIE, vendredi dernier, du début d'examen des dossiers de candidature.

Cette présidentielle marque, selon le politologue Makhlof Sahel, une étape où notre pays a acquis une expérience démocratique émanant d'un long processus électoral qui confirme que «l'Algérie a définitivement adopté l'élection comme seul moyen pour accéder et exercer le pouvoir, contrairement à certains pays du continent qui ne sont pas « sortis de l'auberge anticonstitutionnelle » depuis l'émergence de l'Union africaine.» Cette élection, explique le convive de l'émission « L'Invité de la rédaction », de la Chaîne 3, de la Radio algérienne, est d'une importance capitale par rapport aux

enjeux internationaux très importants. «D'abord sur le plan institutionnel», dit-il, «car il s'agit de l'élection du Premier magistrat du pays, un post tant convoité, dans une conjoncture internationale instable.» Sur un autre plan, poursuit l'orateur, « l'importance se situe au fait que les élections interviennent dans un contexte de stabilité multidimensionnelle interne constatée durant ces quatre dernières années, tant politiquement que sur le plan sécuritaire et économique. »

Selon l'intervenant, le développement de l'économie nationale a connu une certaine dynamique et un certain niveau de croissance conforté par le dernier rapport de la Banque Mondiale. Et d'indiquer, entre autres réalisations, l'avènement d'une nouvelle approche politique dans le pays, consacrée par la révision constitutionnelle de 2020, notamment en ce qui concerne le renforcement de la démocratie participa-

tive qui a occasionné un réaménagement de l'architecture institutionnelle avec la mise en place de plusieurs institutions, comme l'Observatoire national de la société civile (ONSC), le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), l'Office central de la répression de la corruption (OCRC) et la Cour constitutionnelle.

M. Sahel n'a pas manqué de rappeler d'autres acquis réalisés sur le plan sociopolitique, à l'image de « l'allocation chômage » au profit d'un pan de jeunes diplômés en quête d'emploi, ainsi que la dynamique diplomatique marquée par un retour remarquable et salué de la diplomatie algérienne à l'échelle mondiale.

Un grand champion apporte son soutien au Président Tebboune

L'athlète olympique de haut niveau le Vice champion du monde athlétisme et

champion d'Afrique Azzeddine Brahmî qui fait partie du trio d'or de l'athlétisme algérien avec Hassiba Boulmerka et Noureddine Motsli, est la première personnalité du Monde du sport qui annonce et déclare ouvertement et officiellement son soutien actif au président Abdelmadjid Tebboune pour un second mandat. Cette déclaration faite à La Patrie News intervient à la veille des JO de Paris. « Je lance un appel à voter massivement d'abord, et à voter pour le candidat Abdelmadjid Tebboune qui ne cesse de faire entendre la voix de l'Algérie profonde résistante et debout. »

Cette détermination du Président Abdelmadjid Tebboune «avec l'appui populaire scellera l'entrée de l'Algérie de plain-pied dans une nouvelle ère teintée d'espoir, de victoire et de développement durable profitable à tous ».

L. B.

STARTUPS EN ALGÉRIE

Une hausse extraordinaire de 228% en deux ans

Le secteur des Startups en Algérie a été marqué par une évolution fulgurante à la faveur de mesures d'accompagnement et de textes législatifs qui ont véritablement donné un essor sans pareil à l'entrepreneuriat basé sur la connaissance et l'innovation.

PAR IDIR AMMOUR

Ces facteurs, encourageant les jeunes entrepreneurs à se lancer dans une aventure entrepreneuriale, parfois avant même de décrocher leur diplôme universitaire, ont été pensés et judicieusement orchestrés par un département créé en 2020 par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Depuis lors, le département de l'Économie de la connaissance et des Startups, qui a été fusionné avec celui des Micro-entreprises en septembre 2022, et promu, à l'occasion, au rang de ministère à part entière, n'a cessé de développer l'écosystème des startups, confortant, ainsi, la vision prospective de son initiateur. Et grâce à ces mesures, l'Algérie ne cesse de glaner des points, se hissant désormais au haut du classement continental dans le domaine des start-ups, après avoir été en



bas du classement africain en la matière. C'est ce qui a été confirmé par Yacine Oualid, ministre de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises dans une récente apparition télévisée.

Le nombre de startups en Algérie « connaît une hausse significative, enregistrant entre 2021 et 2023, une augmentation de 228 %, ce qui confirme une tendance haussière en continu », a-t-il assuré.

« Nous avons réalisé de grands pas dans le nombre de créations des startups en Algérie, sachant qu'il n'y a pas très

longtemps, avant 2020, on ne figurait même pas dans le Startup Ranking », a-t-il souligné, ajoutant qu'« aujourd'hui, on est classé deuxième en Afrique après le Nigeria, en plus d'autres classements où on s'est également sensiblement amélioré ».

Dans le détail, Oualid explique que plus de 7 800 startups se sont enregistrées sur la plateforme dédiée (Startup.dz), dont 2 300 bénéficiant du label « Startup » et des avantages fiscaux substantiels. Selon le ministre, les efforts du gouvernement algérien à travers sa tutelle se concrétisent

par la mise en place de 104 centres de développement d'entrepreneuriat (CDE) à travers le pays. « Ces centres ont formé et accompagné 1 770 micro-entreprises durant les 12 derniers mois », a-t-il précisé. En parallèle, le ministre n'a pas manqué de mettre en avant également, la dernière trouvaille de sa politique de soutien aux jeunes entrepreneurs, en l'occurrence ; l'auto-entrepreneuriat.

Le ministre a également révélé que des centres de développement d'entrepreneuriat ont été créés dans l'ensemble du territoire national et dans toutes les universités et prochainement, au niveau des centres de formation, « ce qui va renforcer l'accompagnement des porteurs de projet », a-t-il assuré.

Selon lui, l'Agence connaît actuellement une gestion différente et qui ressemble plus à celle des établissements financiers, en matière de contrôle et de suivi et même d'étude de dossier. Avec ces réformes, l'Algérie se positionne résolument comme un acteur émergent dans le domaine de l'entrepreneuriat et de l'innovation, avec ces initiatives qui visent à « transformer les startups d'aujourd'hui en leaders industriels de demain ».

A reconnaître que ce succès est le fruit des décisions fortes et marquantes adoptées par le Gouvernement, sous la supervision du président Tebboune, soucieux d'assurer la réussite de ce projet de promotion de l'économie de la connaissance.

I. A.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

De nouvelles spécialités au profit des bacheliers

Le Directeur général de l'enseignement et de la formation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Ali Choukri, a révélé de nombreuses filières ouvertes pour l'année académique 2024-2025. Il a indiqué que « les centres de l'enseignement des sciences médicales avaient été renforcés, passant ainsi de 14 à 21 annexes, affiliées pédagogiquement aux facultés de médecine situées au niveau national ».

Ali Choukri, a ajouté que des formations en médecine dentaire ont été ouvertes dans les wilayas de Laghouat et de Ghardaïa, outre l'ouverture de centres de formation dans les universités de Mascara et Médéa.

En outre, le réseau des écoles supérieures nationales a été également renforcé, avec la création d'une nouvelle école, « l'École supérieure de cybersécurité », en coordination avec le ministère de la Défense nationale.

Par ailleurs, 32 nouvelles offres de formation ont été qualifiées dans toutes les spécialités, notamment celles liées à la science et à la technologie, et 5 nouvelles offres de formation ont été ouvertes dans la technologie de fabrication automobile.

Une licence d'ingénieur a également été créée dans toutes les écoles supérieures polytechniques d'Oran, Constantine et Alger, ainsi qu'une licence d'industrie textile, qui s'inscrit dans le cadre du plan gouvernemental.

R. N.

ÉDUCATION NATIONALE

Belaabed évalue les résultats du Bac et du BEM



PAR CHAHINE ASTOUATI

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a présidé une visioconférence avec les cadres de l'administration centrale et des directeurs de l'Éducation, sur l'évaluation des résultats des examens de fin de cycles moyen et secondaire (BEM et Bac), et des opérations de clôture de l'année académique 2023/2024. Le ministre a apprécié les taux de réussite atteints et le bon niveau de l'évaluation continue de la cinquième année de l'enseignement primaire. « Ces résultats sont le fruit de la stabilité que le secteur a connue, de l'engagement, du professionnalisme et du dévouement continu de tous les membres de la communauté éducative, chacun dans son domaine. Cela a contribué à créer les

conditions de la réussite pour nos élèves, en plus du soutien, de l'accompagnement, du suivi et de l'attention que l'État, sous la direction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accordé à l'école » a soutenu le ministre, selon un communiqué de presse rendu public par son département.

Un exposé a été fait sur l'avancement de la scolarisation, la mutation des employés, les actions de soutien scolaire, ainsi que la distribution des manuels scolaires et la rénovation des établissements éducatifs. Pour conclure, le ministre a insisté sur l'importance primordiale à accorder aux réunions des commissions de recours prévues les 21 et 22 juillet, afin de statuer sur les cas soumis par les élèves et leurs parents.

C. A.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 238 blessés en 24 heures

« Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 238 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus durant ces dernières 24 heures à travers le pays », a indiqué hier un communiqué de la Protection civile.

Par ailleurs, le dispositif de surveillance des plages fait état de la mort de deux personnes par noyade en mer dans les wilayas de Chlef et de Mostaganem, précisant qu'il s'agit respectivement d'un jeune homme de 22 ans, noyé dans une zone rocheuse interdite à la baignade à Ténès et d'un autre jeune homme du même âge, au niveau d'une plage interdite à la baignade à Achacha.

Le même dispositif a effectué, durant la même période, 1190 interventions pour le sauvetage de 849 personnes de noyade, dont 239 ont été prises en charge sur place et 101 autres ont été évacuées vers les hôpitaux. Le bilan de la Protection civile déplore en outre la mort de 3 personnes par noyade dans les réserves d'eau à Sétif où 2 enfants âgés de 12 et 14 ans sont noyés dans un barrage d'eau et à Tébessa où un jeune homme de 25 ans est également mort par noyade dans une retenue collinaire.

La Protection civile qui a procédé durant la même période à l'extinction de 7 incendies urbains et divers dans les wilayas d'Alger (2 incendies), Tizi Ouzou (1), Oran (1), Bordj Bou Arreridj (1), Relizane (1) et In Salah (1), déplore cependant le décès d'une personne, carbonisée dans un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'un appartement à Draria (Alger).

R. N.

GÉNOCIDÉ À GHAZA

«L'entité sioniste doit répondre de ses actes»

« L'entité sioniste doit répondre de ses actes, de manière à ce que la punition soit suffisamment sévère pour dissuader quiconque d'envisager à nouveau une telle cruauté », a indiqué Erdogan dans une déclaration à la presse.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a exprimé dimanche son opinion ferme selon laquelle l'entité sioniste doit être sévèrement punie pour ses crimes dans la bande de Gaza. Il a souligné que cette punition devrait être suffisamment dissuasive pour empêcher toute répétition de telles cruautés.

Erdogan a également commenté l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de justice (CIJ), qui a confirmé le droit des Palestiniens à l'autodétermination et statué que les colonies de l'occupation sionistes dans les territoires palestiniens occupés sont illégales, qualifiant cette décision d'opportune.

« J'espère que la non-application de cette décision et des précédentes par l'entité sioniste sonnera le réveil de la commu-



nauté internationale », a-t-il ajouté.

Appel aux États-Unis pour exercer une pression

En outre, Erdogan a exhorté les États-Unis à exercer une pression sur l'entité sioniste. Il a notamment demandé aux États-Unis de retirer leur soutien au meurtrier Netanyahu et à ses associés, afin de mettre fin à ce qu'il a décrit comme une agression génocidaire contre Ghaza.

Le président turc a fermement condamné les actions de l'entité sioniste et a insisté sur la nécessité de mesures internationales pour empêcher de telles atrocités à l'avenir.

Le Pakistan place Netanyahu sur la liste des terroristes

Le gouvernement pakistanais a officiellement reconnu le chef du gouvernement l'entité sioniste, Netanyahu, comme un «

terroriste », appelant la communauté internationale à suivre cet exemple. Cette annonce a été relayée par le journal pakistanais Dawn, suite à une conférence de presse tenue à Islamabad.

Déclarations Officielles

Des responsables pakistanais, dont le conseiller aux affaires politiques du Premier ministre Shahbaz Sharif, le ministre de l'Information et de la Radiodiffusion Attaullah Tarar, et des représentants du parti Tehrik-e-Libbeyk Pakistan (TLP), ont expliqué que cette décision a été prise suite aux manifestations en soutien à Ghaza.

Plusieurs mesures de soutien aux Palestiniens

Le gouvernement pakistanais a également déclaré qu'il allait renforcer son soutien aux victimes palestiniennes en fournissant davantage d'aide humanitaire à Ghaza. En outre, un comité sera mis en place pour identifier et boycotter les entreprises et produits au Pakistan qui pourraient aider l'entité sioniste dans ses actions contre Ghaza.

Réactions et Implications Internationales

Cette décision du Pakistan pourrait avoir des répercussions significatives sur la scène internationale, notamment en influençant les relations diplomatiques et économiques entre les pays. La reconnaissance de Netanyahu comme terroriste par un État souverain est une démarche sans précédent qui pourrait inciter d'autres nations à adopter des positions similaires.

R. R.

GHAZA

Le bilan de l'agression sioniste s'alourdit à 38.983 martyrs

PAR RANIA NAILI

Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi à 38.983 martyrs et 89.727 blessés, depuis le 7 octobre 2023, ont indiqué hier les autorités palestiniennes de la Santé.

Selon la même source, l'armée d'occupation sioniste a commis 4 massacres au cours des dernières 24 heures dans la bande de Ghaza, faisant 64 martyrs et 105 blessés.

Les autorités palestiniennes de la santé ont indiqué qu'un certain nombre de victimes palestiniennes se trouvaient encore sous les décombres et sur les routes, et que les forces de l'occupation empêchaient les ambulances et les équipes de la Protection civile de leur porter secours.

Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste mène une agression sauvage contre l'enclave palestinienne qui a entraîné des destructions massives d'infrastructures, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent.

Au moins 24 martyrs dans des raids sionistes

Au moins 24 personnes sont tombées en

martyrs lors des frappes sionistes samedi dans la bande de Ghaza, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa citant les services de secours.

Une frappe a touché le camp de Nousseirat (centre), tuant deux femmes et un enfant, a indiqué un responsable de l'hôpital al-Awda.

Dans ce même hôpital, un bébé a été sauvé du ventre de sa mère, tuée également à Nousseirat après une frappe.

La Défense civile a fait état de neuf morts dans des frappes à Ghaza-ville (nord).

L'hôpital Al-Awda a dit avoir admis quatre enfants blessés alors qu'ils jouaient sur le toit de leur maison, après une frappe de drone sioniste à Al-Bureij (centre). Certains ont dû subir des amputations, selon l'établissement.

Depuis octobre dernier, l'entité sioniste a lancé une offensive aérienne puis terrestre dans la bande de Ghaza qui a fait jusqu'à présent 38.919 martyrs, en majorité des civils, d'après des données du ministère de la Santé.

L'agression a entraîné le déplacement de plus de la moitié de la population dans un petit territoire menacé de famine et où aucun lieu n'est sûr selon l'ONU.

R. N.

CISJORDANIE

9.750 détenus Palestiniens dans les prisons de l'occupant !

L'armée d'occupation a procédé entre les 19 et 21 juillet à l'arrestation de 26 Palestiniens en Cisjordanie. Ce qui porte à 9750 le nombre de détenus dans les prisons de l'occupant depuis le 07 octobre 2023.

Le nombre de prisonniers en Cisjordanie est passé à 9 750 depuis le 7 octobre 2023, après que l'armée israélienne a arrêté 26 Palestiniens au cours des deux derniers jours.

L'Autorité des Affaires des Prisonniers et des Ex-Prisonniers et l'Association du Club des Prisonniers Palestiniens ont déclaré dans un communiqué commun : « Les forces d'occupation israéliennes ont arrêté plus de 9 750 citoyens de Cisjordanie, y compris Al Qods, depuis le début de la guerre de génocide en cours. Et l'agression globale contre notre peuple. »

Selon les deux institutions, « les forces d'occupation ont arrêté au cours des deux derniers jours (vendredi et samedi) au moins 26 citoyens de Cisjordanie, dont Ibtihal Al-Amer, la fille du journaliste emprisonné Nawaf Al-Amer, en plus des arrestations du journaliste Hamza Jaber et d'anciens prisonniers. »

Les opérations d'arrestation comprenaient « des passages à tabac et des menaces graves contre les détenus et leurs familles, en plus du sabotage et de la destruction généralisés des maisons des citoyens ».

Parallèlement à leur guerre dévastatrice contre Gaza, qui dure depuis le 7 octobre, les colons ont intensifié leurs attaques terroristes, tandis que l'armée d'occupation a étendu ses opérations en Cisjordanie et à Jérusalem, entraînant la mort de 578 personnes et environ 5 400 blessés. Selon le ministère palestinien de la Santé. Tandis que la guerre menée par Israël à Gaza avec le soutien américain a fait plus de 128 000 martyrs et blessés Palestiniens, pour la plupart des enfants et des femmes, et plus de 10 000 disparus, dans un contexte de destruction massive et de famine qui a coûté la vie à des dizaines d'enfants.

Tel Aviv poursuit la guerre, ignorant les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU visant à l'arrêter immédiatement, ainsi que les ordres de la Cour internationale de Justice de prendre des mesures pour prévenir les actes de génocide et améliorer la situation humanitaire catastrophique à Gaza. A ce jour, le nombre de victimes à Gaza a atteint 38.919 morts et 89.622 blessés, dont plus de 70 % sont des femmes et des enfants.

R. N.

TROIS MORTS AU YÉMEN DANS UN BOMBARDEMENT ISRAËLIEN

Enième Acte de terrorisme d'Etat !

L'aviation israélienne a bombardé, samedi 20 juillet, le port yéménite de Hodeïda aux mains des rebelles houthistes, provoquant un vaste incendie, au lendemain d'un raid de drone revendiqué par le mouvement houthi qui a fait un mort à Tel-Aviv. « Le bilan des victimes de l'attaque terroriste israélienne sur Hodeïda est de trois martyrs tués et 87 blessés », a annoncé, dimanche, l'agence de presse Saba, dirigée par les houthistes, citant leur ministère de la santé.

Il s'agit des premières frappes annoncées par l'Etat hébreu au Yémen, distant d'environ 1 800 km, selon des experts. L'armée israélienne a dit, dimanche matin, avoir intercepté un missile venant du Yémen et « qui s'approchait d'Israël (Palestine occupée) ». Il « n'est pas entré en territoire israélien. Les sirènes (...) ont été déclenchées en raison de la possibilité de chute d'éclats. L'incident est terminé », a précisé l'armée dans un communiqué. Les houthistes, qui disent agir en signe de solidarité avec les Palestiniens de la bande de Gaza, mènent depuis huit mois des attaques contre des navires qu'ils disent liés à Israël, au large du Yémen. Ils tirent aussi de nombreux missiles en direction des villes israéliennes dont la grande majorité est interceptée. Le drone lancé vendredi a toutefois échappé à la défense aérienne.

R. N.

Professeur Abderrahmane Mebtoul : « Avec l'Algérie comme avec l'Afrique, les relations entre réseaux sont devenues plus importantes que celles d'État à État »

Économiste et expert international renommé, Président du conseil algérien des privatisations avec rang de ministre délégué (1996/1999), Haut magistrat et Directeur général à la Cour des comptes (1980-1983), régulièrement Directeur d'études à Sonatrach-Ministère de l'Énergie (de 1974 à 2015), le Professeur algérien Abderrahmane Mebtoul vient d'achever un séjour professionnel à Paris. L'occasion pour le site africapresse.paris d'un entretien exclusif.



Professeur Abderrahmane Mebtoul : « Avec l'Algérie comme avec l'Afrique, les relations entre réseaux sont devenues plus importantes que celles d'État à État »

Économiste et expert international renommé, Président du conseil algérien des privatisations avec rang de ministre délégué (1996/1999), Haut magistrat et Directeur général à la Cour des comptes (1980-1983), régulièrement Directeur d'études à Sonatrach-Ministère de l'Énergie (de 1974 à 2015), le Professeur algérien Abderrahmane Mebtoul vient d'achever un séjour professionnel à Paris. L'occasion pour le site africapresse.paris d'un entretien exclusif.

PROPOS RECUEILLIS PAR ALFRED MIGNOT AVEC DESK AFRICAPRESSE.PARIS (APP)

APP : Où en sont actuellement les relations entre la France et l'Algérie ? La rumeur annonce régulièrement une visite d'État du Président Tebboune, mais jusqu'ici elle a toujours été reportée...

Pr. A. Mebtoul : Vous savez, entre la France et l'Algérie, c'est comme dans un vieux couple, il y a des hauts et des bas...

Le devoir de mémoire a cristallisé effectivement beaucoup de mésentente entre nous deux pays, mais sur ce point, le Président Tebboune, qui entretient d'excellentes relations avec le Président Emmanuel Macron, a été clair. Il a dit : laissons les historiens algériens et français faire leur travail en toute objectivité...

D'ailleurs, la commission mixte d'historiens français et algériens vient de se réunir pour la première fois à Constantine, en novembre, co-présidée par l'historien algérien Mohamed Lahcen Zighidi et le Français Benjamin Stora, qui est très respecté en Algérie. Aussi, j'ai appris que plusieurs milliers d'archives seront restituées à l'Algérie prochainement. C'est déjà un bon point, une bonne étape. Bref, le devoir de mémoire est important, mais en ces moments de grands bouleversements géostratégiques, il s'agit de préparer ensemble l'avenir, sur la base d'un partenariat gagnant-gagnant.

Et au plan économique ?

Les exportations algériennes ont atteint 68,4 mds USD en 2022, soit une augmentation de 76,4% sur douze mois. Cette hausse est essentiellement la conséquence d'une progression du prix

des hydrocarbures, ces derniers représentant 89,8% du total des exportations algériennes (41% de gaz naturel, 30,3% de pétrole brut et 15,4% de carburants). Le reste des exportations du pays (10,2% en 2022) se compose de dérivés des industries pétrolières et gazières (engrais, ammoniac, huiles issues de la distillation des goudrons) et de produits agroalimentaires (dattes, sucre).

Quant aux importations, elles ont atteint 35,9 mds USD en 2022, en recul de 3,6% sur un an (37,3 mds USD en 2021). Quatre groupes de produits contribuent à plus du tiers de l'ensemble : les biens alimentaires (16%) essentiellement des produits céréaliers et laitiers ; les biens d'équipements industriels (10,9%) ; les produits en plastiques (7,3%) ; enfin les biens d'équipements électriques (5,1%). Actuellement, on observe une intensification des relations entre l'Algérie et l'Italie, notamment à travers le gazoduc Transmed, d'une capacité d'environ 33-34 milliards de mètres cubes.

Depuis septembre 2023, l'Algérie est aussi devenue le premier exportateur de gaz vers l'Espagne, avec 10,5 milliards de m3. Jamais les exportations de gaz n'ont atteint un tel volume vers l'Espagne. Cela nous enseigne qu'il y a un monde entre les discours politiques et la real-économie... En 2022, le 1er fournisseur de l'Algérie est la Chine, (avec une part de marché de 18,6%), suivie par la France (14 %) et l'Italie (7,7 %) Mais pour l'instant, elle se contente d'être un marchand ou en investissant dans les infrastructures qui ne sont qu'un moyen pour le développement, avec une promesse, lors de la dernière visite du président Tebboune en Chine, d'un investissement de 36 milliards de dollars.

La France occupe une part relativement importante hors hydrocarbures, mais loin de ses énormes potentialités. Et si on inclut les hydrocarbures, le premier investisseur sont les USA

« La France doit changer de logiciel »

Donc, sur le plan économique, la tendance est plutôt positive ?

En 2022, la France était le 3e client de l'Algérie (10,5% du total), derrière l'Italie (32,3%) et l'Espagne (12%). Hors hydrocarbures, la France apparaît, en effet, en bonne position. Mais elle risque d'être supplantée par l'Italie et la Turquie – dont les relations économiques avec l'Algérie connaissent un important essor – si tous les accords négociés par ce pays avec l'Algérie sont effectivement mis en œuvre.

Je pense que pour densifier ses relations avec l'Algérie, la France doit changer de logiciel. Certes, il y a une prise de conscience du président Macron, et ce



n'est pas que les Africains n'aiment pas la France, mais les Africains demandent justement qu'elle change de logiciel, comme Africapresse.paris l'a écrit dans votre article sur le récent Rapport Fuchs-Tabarot (<https://swll.to/RCVpK>) portant sur les relations Afrique-France. Lors de ce séjour à Paris, à titre privé, j'ai donné plusieurs conférences et j'ai eu une importante réunion, à titre d'expert indépendant, avec d'importantes personnalités du monde politique et économique français, dont des responsables du Quai d'Orsay chargés du Maghreb et de l'Algérie. En tant qu'expert indépendant, j'ai pu leur dire qu'en ce début de XXI^e siècle, ce ne sont plus les relations d'État à État qui sont les plus importantes, mais celles entre réseaux, car ils densifient effectivement les relations entre les pays. Or, les Français en sont encore à s'appesantir sur les anciens réseaux des années 1970-1980, qui n'ont plus d'impact en Algérie. Il faut de nouveaux réseaux, des deux côtés de la Méditerranée, en faisant participer la diaspora algérienne qui dispose d'énormes potentialités financières et surtout humaines.

Enjeu ?

Tout le monde aujourd'hui veut sa part d'Afrique ! Chine, États-Unis, Europe, Inde, Japon..., les rivalités s'exacerbent. Sans oublier la Turquie – qui a tout de même déjà investi plus de 50 milliards de dollars – et les pays du Golfe, comme l'Arabie saoudite, les Emirats, le Qatar, qui sont en train de beaucoup investir. Oui, l'enjeu, c'est l'Afrique. Pour la France qui perd pied sur le Continent, l'Algérie peut être un relais de densification au sein de la Méditerranée entre l'Europe et l'Afrique, à laquelle elle accorde une importance stratégique pour son avenir. D'ailleurs, il serait souhaitable de créer un Secrétariat d'État destiné à densifier les relations avec l'Afrique, sous la tutelle bien sûr du ministère des Affaires étrangères algérien.

L'Afrique, une ambition algérienne

Le projet de Grand Maghreb est-il délaissé, du fait du différend persistant entre l'Algérie et le Maroc ?

Je suis un grand défenseur du Grand Maghreb et de la prospérité de l'Afrique depuis cinquante ans ! Un rapport de la Banque mondiale estime que s'il y avait intégration du Maghreb, qui compte à peu près 110 millions d'habitants, le taux de croissance de l'ensemble des pays concernés augmenterait de 2% à 3% par an. Donc c'est quand même important.

Alors oui, il y a le problème épineux du Sahara occidental. Dans cette affaire, la position des États-Unis est ambiguë : Trump avait reconnu la marocanité du Sahara occidental, mais l'administration de Joe Biden paraît en retrait... La position de l'Algérie est claire, elle s'inscrit dans le cadre de la résolution des Nations Unies. Pour l'Algérie cela rentre dans le processus de la décolonisation et d'appui à un référendum, car il appartient aux Sahraouis de décider s'ils veulent être autonomes ou être rattachés au Maroc. Il faut s'inscrire dans le cadre du respect du droit international et respecter les résolutions des Nations unies, et éviter la loi de la jungle, comme c'est actuellement le cas au Moyen-Orient.

Je suis en tout cas totalement convaincu qu'il serait suicidaire, tant pour le renouveau économique que pour la stabilité régionale, que chaque pays du Maghreb fasse cavalier seul.

Aujourd'hui, que représente le courant d'affaires de l'Algérie avec l'Afrique ?

C'est assez dérisoire car les échanges commerciaux entre l'Algérie et les États africains ne représentent que 4% (source officielle APS 2022) seulement du volume des échanges commerciaux extérieurs de l'Algérie avec le reste du monde. Mais au travers de la ratification, il y a deux ans, de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) – principal client, qui doit se prononcer également sur ce projet – est

devrait atteindre 3 milliards d'habitants à l'horizon 2050, avec un PIB global estimé à 2 500 mds USD – l'Algérie ambitionne de multiplier par quatre à six le flux actuel.

Pour cela, elle est en train d'implanter des banques et des succursales au Sénégal et en Mauritanie, et dans d'autres pays africains. À titre de rappel, l'objectif de la ZLECAf est d'intensifier les échanges commerciaux entre les pays africains à travers la création d'un marché commun de biens et de services en vue de renforcer la complémentarité économique du continent. Selon la vision à l'horizon 2063 élaborée par l'Union africaine (UA), il n'existe pas une Afrique mais des Afriques, avec d'importantes disparités, d'où la nécessité d'intégrations sous-régionales. Aujourd'hui le commerce intra-africain est faible, il ne représente que 14,4% du total des exportations africaines, selon la Cnuced. Selon elle, la ZLECAf pourrait stimuler le commerce intra-africain d'environ 33% et réduire le déficit commercial du continent de 51%.

Via l'Algérie ou le Maroc ? Deux projets concurrents de gazoduc nigérien vers l'Europe...

Où en est le projet de gazoduc Algérie-Nigeria ? N'est-il pas fragilisé au profit de son concurrent Nigeria-Maroc ?

Le Nigeria, principal fournisseur de ce projet, dispose de réserves prouvées de gaz naturel estimées à 5 300 milliards de mètres cubes gazeux...

Nous assistons depuis des années à des déclarations contradictoires de différents responsables du Nigeria concernant le gazoduc Nigeria/Europe : une fois c'est avec l'Algérie, une autre fois avec le Maroc, comme le 3 décembre 2023, le ministre d'État nigérien de l'Énergie, Ekperikpe Ekpo, ayant déclaré que les travaux des infrastructures du projet du gazoduc Nigeria-Maroc (NMGP) débuteront en 2024, à la suite à l'accord conclu avec les pays qui seront traversés par le pipeline... Cela dit, rappelons que des protocoles d'ententes ne sont pas des contrats définitifs, ils n'engagent nullement les partenaires.

Le Nigeria doit une fois pour toutes éclaircir sa position car plusieurs hauts responsables nigériens avaient déclaré officiellement, courant 2022, que ce gazoduc passerait par l'Algérie. Ce « parasitage » s'explique par le fait que cela dépasse le cadre strictement économique, car comme le démontre une importante étude de l'IRIS du 19 août 2021, le gazoduc reliant le Nigeria à l'Europe, – principal client, qui doit se prononcer également sur ce projet – est

l'objet d'enjeux géostratégiques importants pour la région.

Le gazoduc Maroc-Nigeria, dont le coût est estimé par l'Iris à environ 30 milliards de dollars, avec une durée de réalisation de 8 à 10 ans, devrait mesurer environ 5 660 kilomètres de long. Il longerait la côte ouest-africaine en traversant ainsi 14 pays : Nigeria, Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone, les trois Guinée, la Gambie, le Sénégal, la Mauritanie, le Sahara occidental dont le problème n'est pas résolu, et le Maroc.

Concernant le gazoduc Nigeria-Algérie, long de 4.128 km, son coût estimé par la Commission européenne qui est passé de 5 milliards de dollars au début de l'entente à 19/20 milliards de dollars pour une durée de réalisation minimum de cinq années après le début du lancement. Il aurait capacité annuelle de 30 milliards de mètres cubes, démarrerait de Warri au Nigeria pour aboutir à Hassi R'Mel, en passant par le Niger.

Mais actuellement, à la suite du coup d'État, ce pays connaît des tensions avec le Nigeria, membre de la Cedeao. Si l'on résout ce problème politique entre le Nigeria et le Niger, l'avantage de l'Algérie, – rendant le projet beaucoup plus rentable sur le plan économique que celui passant par le Maroc en plus d'un gain de temps de cinq années – est qu'elle possède déjà les canalisations opérationnelles du gazoduc Transmed vers et via l'Italie, d'une capacité de 33/35 milliards de mètres cubes gazeux, ainsi que le gazoduc Medgaz directement vers l'Espagne, à partir de Beni Saf, avec une capacité qui a été augmentée de de 8 à 10,5 milliards de mètres cubes gazeux.

Pour certains experts, tout dépendra finalement des nouvelles mutations énergétiques mondiales, de la rentabilité du projet et surtout de l'accord de l'Europe, principal client.

Il y a huit ans, lorsque je me suis déplacé à Bruxelles, l'Europe a promis un financement assez conséquent pour le projet Nigal de l'Algérie. Mais maintenant, l'Europe a une autre vision, c'est d'arriver à 50% d'énergie renouvelable. Donc, à court terme, un projet de gazoduc ne l'intéresse plus autant.

Citons enfin, pour mémoire, le projet avorté de canalisation GASLI, depuis l'Algérie vers l'Europe via l'Italie, d'une capacité de 8 milliards de mètres cubes gazeux pour un coût, à l'époque, de 3 milliards de dollars du fait du tracé complexe, et qui devait être branché à la Corse, la France ayant donné son accord... La partie algérienne avait réalisé toutes les études de faisabilité, elle était prête à la réalisation et je m'étais déplacé personnellement en Italie et en Corse pour défendre ce projet. Mais le refus des élus de Sardaigne a fait avor-

ter le projet.

Justement, quels sont les facteurs contraignants du projet actuel ?

La rentabilité du projet Nigeria Europe, suppose trois conditions :

Premièrement, la mobilisation du financement. Fin 2023, les réserves de change de l'Algérie s'élevaient à 73 milliards de dollars avec un endettement extérieur faible, moins de 3 milliards de dollars. De son côté, le Nigeria disposait à fin 2022 de 3,7 milliards de dollars de réserves de change et, selon le bureau de gestion de la dette du Nigeria (DMO), il enregistrait une augmentation de la dette publique de 7,66 % sur une année, à 103,11 milliards \$ contre 95,77 milliards \$ en 2021.

Aussi, l'on devra impliquer des groupes financiers internationaux, et l'Europe, principal client : sans son accord et son apport financier, il sera difficile, voire impossible de lancer ce projet, d'autant que d'ici à 2030, l'Europe se propose de couvrir 50% de ses besoins en énergies renouvelables.

Deuxièmement, ce projet doit tenir compte de la concurrence d'autres sources d'énergie, dont les énergies renouvelables, la percée de l'hydrogène vert et de la concurrence internationale qui influe sur sa rentabilité.

Les réserves mondiales avec de bas coûts sont de 45.000 milliards de mètres cubes gazeux pour la Russie, 30.000 pour l'Iran et 20.000 pour le Qatar, sans compter d'autres producteurs comme le Mozambique, les importants gisements de gaz en Méditerranée (20.000 milliards de mètres cubes gazeux) expliquant les tensions entre la Grèce et la Turquie. Sans compter aussi le gaz de schiste américain...

D'où la nécessité de lancer une étude du marché pour déterminer la demande sur le gaz avant de trancher sur l'opportunité de s'engager dans ce projet, car la faisabilité implique la détermination du seuil de rentabilité en fonction de la concurrence d'autres producteurs, du coût et de l'évolution du prix du gaz.

Troisièmement, la sécurité et des accords avec certains pays, le projet traversant plusieurs zones instables et qui mettent en péril sa fiabilité avec les groupes de militants armés du Delta du Niger qui arrivent à déstabiliser la fourniture et l'approvisionnement en gaz. Les conséquences d'une telle action, si elle se reproduit, pourraient remettre en cause la rentabilité de ce projet. Il faudra impliquer les États traversés, avec lesquels il faudra négocier le droit de passage (paiement de royalties), donc évaluer les risques d'ordre économique, politique, juridique et sécuritaire. ■■■

■■■

Les atouts de l'Algérie en énergies renouvelables

L'Algérie est décidée à investir dans les énergies renouvelables, mais n'a-t-elle pas accumulé un gros retard par rapport au Maroc ?

Il faut le reconnaître, le Maroc est beaucoup plus avancé que l'Algérie dans les énergies renouvelables. En effet, selon les dernières données de 2022, la part du gaz naturel représente dans le mix énergétique algérien environ 63/64%, le pétrole 35%, les énergies renouvelables toutes catégories confondues autour de 0,5%. Mais l'Algérie a décidé de rattraper ce retard. Le groupe Sonelgaz a procédé, le 4 décembre 2023, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres national et international lancé pour la production de 1.000 MW d'énergie photovoltaïque Solar 1000 MW. Quelque 139 entreprises ont retiré le cahier des charges, dont 36 algériennes, 103 étrangères et une entreprise mixte, pour la réalisation de cinq stations dans cinq wilayas, d'une capacité allant de 50 à 300 MW, et ce, au titre de la deuxième étape dans le cadre de la réalisation du programme de développement des énergies renouvelables prévoyant l'installation d'une capacité de 15.000 mégawatts d'énergies renouvelables sur 2030-2035, objectif inscrit par le gouvernement dans son plan d'action.

La capacité installée actuelle atteint une production d'énergies renouvelables de 511 mégawatts. Mais avec le projet de construction de quinze centrales photovoltaïques d'une capacité de production variant entre 80 et 220 mégawatts, la capacité totale sera de 2 000 mégawatts, répartie sur douze wilayas.

Aussi, l'Algérie dispose d'abondantes sources d'énergies renouvelables, éoliennes et solaires – plus de 3.000 heures de soleil par an, sachant qu'il est admis que chaque km² de désert reçoit annuellement une énergie solaire équivalente à 1,5 million de barils de pétrole – qui lui permettent de devenir un leader mondial dans la production de l'énergie propre.

Cela concerne la consommation locale, le ministère de l'Énergie prévoyant à horizon 2030-2040, environ 40% de la couverture du marché intérieur, ce qui consiste à installer une puissance d'origine renouvelable de l'ordre de 22.000 MW à l'horizon 2030, dont 12.000 MW pour le marché national algérien, et avec une possibilité d'exportation allant jusqu'à 10.000 MW, ainsi que des projets d'interconnexions électriques en direction de l'Europe.

Par ailleurs, il y a un mois et demi, le ministre de l'Énergie algérien a signé à Bruxelles un accord sur l'hydrogène vert pour que l'Algérie, à horizon 2030-2035, puisse subvenir à 10% des besoins européens. Et l'Algérie est prête à mettre sur la table, sur les dix ans à venir, 35 milliards de dollars pour l'hydrogène vert.

Donc si demain l'Europe s'oriente vers l'hydrogène vert et les énergies



renouvelables, l'Algérie aura beaucoup d'avantages comparatifs à faire valoir.

Quel est votre point de vue d'expert économiste sur la possibilité éventuelle de réduction de l'astronomique économie informelle, problématique qui concerne toute l'Afrique ?

Le concept de « secteur informel » apparaît pour définir toute la partie de l'économie qui n'est pas réglementée par des normes légales. En marge de la législation sociale et fiscale, elle échappe à la comptabilité nationale et donc à toute régulation de l'État, encore que récemment à l'aide de sondages, elle tend à être prise en compte. Cette sphère utilise des billets de banque au lieu de la monnaie scripturale (chèques) ou électronique, faute de confiance, en raison des situations de monopole ou d'oligopoles, avec des liens entre certaines sphères et la logique rentière.

Il y a lieu de différencier la sphère informelle productive qui crée de la valeur de la sphère marchande spéculative qui réalise un transfert de valeur. L'économie informelle est donc souvent qualifiée de « parallèle », « souterraine », « marché noir » et tout cela renvoie au caractère dualiste de l'économie, une sphère qui travaille dans le cadre du droit et une autre sphère qui travaille dans le non-droit, étant entendu que le droit est défini par les pouvoirs publics en place.

Pour des actions opérationnelles, les politiques doivent éviter le juridisme. Dans chacun de ces cas de figure, nous assistons à des logiques différentes, tant pour la formation du salaire et du rapport salarial, du crédit et du taux d'intérêt, qui renvoient à la nature du régime monétaire dualiste.

En 2011-2012, j'ai eu l'honneur de diriger une étude, parue en 2013, sur la sphère informelle au Maghreb, mission que m'avait confiée l'Institut français de relations internationales. Pour l'essentiel, elle est toujours valable, et l'on peut affirmer que la sphère informelle naît des dysfonctionnements des appareils de l'État, du poids de la bureaucratie et du trop d'État. C'est ainsi dans tous les pays du monde.

Certains rares pays ont pu l'éradiquer, même s'il est impossible de le faire totalement, car il y aura toujours 10-15% d'informel incompressible, mais c'est minime par rapport à la sphère totale. L'expérience la plus intéressante est celle de l'Italie. Avant son

adhésion à l'Union européenne, la sphère informelle italienne représentait 70% à 80% de l'économie.

Aujourd'hui, dans certains pays d'Afrique, l'informel dépasse 80% de la sphère économique. La réduire est un véritable dilemme, car elle sert de soupape sociale. Donc elle est tolérée par les États parce qu'on n'arrive pas à créer assez de croissance, mais en même temps elle limite les perspectives économiques à moyen et long terme de l'État. Et cela a aussi des incidences politiques, parce que quelqu'un qui est dans la sphère informelle ne se sent pas concerné comme citoyen, il pense qu'il se débrouille seul, donc qu'il ne doit rien à l'État. Sur cette question, il faut se souvenir des travaux du plus grand spécialiste de la sphère informelle, Hernando de Soto, un Péruvien qui a été expert à la Banque mondiale et au FMI, que j'ai reçu à Alger il y a une quinzaine d'années, lorsqu'il était directeur de la Banque centrale du Pérou.

Lors d'une étude que lui avait demandée le président égyptien Moubarak sur la sphère informelle en Égypte, Hernando de Soto a pu constater que l'informel prospère dans un État de non-droit. La bureaucratie à son tour tire sa puissance de la sphère informelle, et ce contexte génère la corruption, car tout se traite en cash.

Dans le cas de l'Algérie, l'utilisation de divers actes administratifs de l'État à des prix administrés du fait des relations de clientèles, transite également par ce marché grâce au poids de la bureaucratie qui trouve sa puissance par l'extension de cette sphère informelle. Cela pose d'ailleurs la problématique des subventions qui ne profitent pas toujours aux plus défavorisés (parce généralisables à toutes les couches sociales), rendant opaque la gestion de certaines entreprises publiques et nécessitant à l'avenir que ces subventions soient prises en charge non plus par les entreprises, mais budgétisées au niveau du Parlement pour plus de transparence. En fait, pour une analyse objective et opérationnelle, on ne peut isoler l'étude de la sphère informelle du mode de régulation mis en place, c'est-à-dire des institutions.

En Algérie, les mécanismes de régulation internes sont largement influencés par l'état de l'économie mondiale, l'économie algérienne étant dominée par la rente des hydrocarbures, existant des liens dialectiques entre la logique rentière et la bureaucratie qui tend à fonctionner non pour l'écono-

mie et le citoyen mais en s'autonomisant en tant que pouvoir bureaucratique, favorisant ainsi la corruption.

La Banque d'Algérie a annoncé que durant l'année 2020, l'argent circulant en dehors des circuits bancaires a atteint les 6.140 mds de dinars, soit, au cours de 128 dinars un dollar de l'époque, 48 milliards de liquidité dollars. Le président de la République, début 2021, déplorant l'effritement du système d'information, avait, quant à lui, annoncé un montant entre 6.000 et 10.000 milliards de dinars, soit entre 33% et 45% du PIB.

On ne peut isoler la sphère réelle de la sphère monétaire. Selon les cotations commerciales d'ouverture du dinar de la Banque d'Algérie, du 1^{er} au 5 décembre 2023, l'euro est coté à un taux d'achat de 146,57 dinars algériens, tandis que son taux de vente s'établit à 146,64 dinars algériens ; le dollar américain présente un taux d'achat à 134,50 dinars et un taux de vente à 134,52 dinars algériens.

Mais sur le marché informel, à la même date, l'euro s'achète à 234,00 dinars algériens et se vend à 236,00 dinars algériens par les cambistes de la bourse informelle. Le dollar américain s'échange à 217,00 dinars à l'achat et à 220,00 dinars algériens à la vente.

Cet écart explique en partie la fuite de produits hors des frontières et la corruption via les surfacturations que l'on ne combat pas par des mesures administratives, mais au moyen de mécanismes de régulation transparents.

Pour lutter contre le cancer de la bureaucratie, l'Algérie s'oriente progressivement vers la numérisation, et la création de bureaux de change, mais ce sont deux dossiers très complexes, dont la mise en œuvre ne se fera que progressivement et dont la réussite sera fonction d'une nette volonté politique pour aller vers une économie de marché concurrentielle maîtrisée, loin de tout monopole, conciliant l'efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale, la visibilité dans la politique socio-économique au moyen d'une planification stratégique, donc de profondes réformes institutionnelles et économiques pilotées par des forces sociales réformistes.

Tout cela ne sera pas facile pour une Algérie nouvelle, face aux forces sociales bureaucratiques rentières qui défendront leurs privilèges.

TIZI-OUZOU

Plus de 1,7 milliard DA pour le programme d'urgence pour améliorer l'AEP

Une enveloppe de 1,770 milliard de dinars a été mobilisée par les pouvoirs publics pour financer un programme spécial et d'urgence comportant une série de projets visant à améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) dans plusieurs communes de Tizi-Ouzou, a-t-on appris la semaine dernière auprès des services de la wilaya.

Ce programme d'urgence, annoncé la fin de la semaine dernière par le wali Djilali Doumi devant l'Assemblée populaire de wilaya (APW), permettra d'améliorer l'alimentation en eau potable dans plusieurs localités notamment celles de la partie sud-ouest de la wilaya, a-t-on précisé de même source. Parmi les projets retenus dans le cadre de ce programme figure la réhabilitation de la conduite alimentant la zone Mkira/Tizi-Gheniff et son raccordement au réservoir 5.000 m³ à partir des eaux de la station de dessalement d'eau de mer de Cap Djinet, dont l'avis d'appel d'offre a été publié en vue de choisir l'entreprise réalisatrice et de lancer les travaux.

La wilaya a aussi bénéficié d'une opération de réhabilitation de la conduite qui alimente le réservoir de 5.000 m³ du pôle d'excellence de Oued Fali à partir du champ captant de Bouïde pour un montant de 100 millions de dinars.

Un autre projet consistant en la sécurisation de l'AEP des villages Ichoukrane et Sanana à Draâ El-Mizan à partir de la station monobloc de cette même commune a été inscrit



pour un montant de 30 millions de dinars.

A cela s'ajoute la réhabilitation de la conduite de refoulement de la chaîne du pont noir de la commune de Aïn Zaouia pour un montant de 40 millions de dinars.

En outre, une enveloppe de 300 millions de dinars a été affectée au projet de réhabilitation de l'ensemble des équipements électriques et électromécaniques des chaînes d'AEP de Tassadort, Souk El Djemaa, du flanc nord, Kentidja, Tachtouine, Ouaguenoune, Ait Aïssa Mimoune, Timizart et Azeffoun.

Il est aussi prévu, au titre du même programme, la réhabilitation de la chaîne AEP de Rabta pour 150 millions de dinars ainsi que des réseaux de distribution d'eau de 5 villages, à savoir Tighilt El Mal (commune de Beni Zmenzer), Tafsa Boumad (Agouni Gueghrane) et Ait El Hadj Ali (Tizi N'Tlata) pour 150 millions de dinars.

La wilaya a aussi bénéficié, au titre du programme d'urgence, de la réalisation, le raccordement, l'électrification et l'équipement de deux forages d'eau potable, l'un au profit du village Tafsa Boumad (commune d'Agouni Gueghrane) pour 50 millions de dinars, tandis que l'autre sera réalisé à Ibadissen (Ait Bouadou), pour le même montant.

Des forages seront aussi réalisés à Mechtras, à Assi Youcef et à Ait Toudert en vue de renforcer l'alimentation en eau potable de ces communes.

Ce projet a été doté d'un montant global de 100 millions de dinars, selon la même source.

Par ailleurs, une enveloppe de 400 millions de DA a été mobilisée pour la réhabilitation de la station de traitement monobloc et 100 millions de dinars pour la conduite de refoulement d'Imsohal et le renforcement de l'AEP de la commune d'Ifigha qui enregistre « beaucoup de déficit en la

matière », relève-t-on. Selon les services de la wilaya, toutes les procédures administratives pour le lancement de ce programme sont achevées et l'avis d'appel d'offre a été lancé la semaine dernière pour le choix des entreprises réalisatrices.

AÏN-DEFLA

Remise de 36 générateurs d'hémodialyse aux hôpitaux

36 générateurs d'hémodialyse ont été remis dernièrement aux Etablissements publics hospitaliers (EPH) de la wilaya d'Aïn-Defla en vue d'améliorer la prise en charge des insuffisants rénaux.

Sur ces 36 générateurs, 13 ont été livrés à l'EPH d'El-Attaf, 13 autres à l'hôpital Latrèche-Ahmed de Khemis Miliana et le reste, soit 10 appareils, ont été remis à l'EPH Yahia-Farès de Miliana, selon la Direction locale de la santé et de la population. Les 4 EPH de la wilaya ont, en outre, bénéficié chacun d'une nouvelle ambulance, a ajouté la même source, annonçant aussi l'acquisition de quatre véhicules utilitaires au profit des services de prévention et d'épidémiologie des établissements publics de santé de proximité (EPSP) de Djelida, El-Abadia, Aïn Lachiakh et Boumedfaâ. Par ailleurs, deux stations de traitement d'eau ont été également destinées à des établissements sanitaires de la wilaya. La même source a annoncé l'acquisition au profit de l'hôpital de 240 lits, qui sera inauguré cette année au chef-lieu de wilaya, de 20 générateurs d'hémodialyse, de deux stations de traitement d'eau, en attendant sa dotation de 20 ambulances dans le cadre du programme 2024.

MÉDÉA

Chemseddine Aribi, ou la volonté de vaincre la maladie

Chemseddine Aribi, issu de la ville de Ksar-El-Boukhari, au sud de Médéa, classé deuxième dans la catégorie des personnes aux besoins spécifiques, avec une moyenne de 16.63 dans la filière Lettres et philosophie de l'examen du Baccalauréat, entend embrasser une carrière de magistrat pour rendre à sa mère, auprès de laquelle il a trouvé toute l'aide nécessaire, ce qu'elle a sacrifié pour qu'il réalise le rêve vécu aujourd'hui.

Malgré les séquelles laissées par l'ablation d'une tumeur au cerveau, Chemseddine, scolarisé au lycée Tayeb-Malaika, à Ksar-El-Boukhari, à 65 km au sud de Médéa, a surmonté

cette difficulté et s'est investi entièrement dans la préparation de son Baccalauréat qu'il considère comme son "projet d'avenir", a-t-il affirmé à l'APS. Il reconnaît avoir eu quelques difficultés au début de l'année scolaire, en ne réussissant pas à obtenir la moyenne qu'il espérait avoir, 12 au lieu des 14 qu'il s'est fixé comme objectif, mais encouragé par sa mère Fatima, il redouble d'efforts et travaille d'arrache-pied, de jour comme de nuit, croyant fermement que ses efforts seront récompensés, précise Chemseddine.

"C'est grâce à ma mère que j'ai pu remonter la pente et arriver au résul-

tat d'aujourd'hui", confie fièrement Chemseddine qui rend à sa mère "tout le mérite de son succès" au Baccalauréat.

Souffrant de problèmes de vision et de difficultés motrices, Chemseddine a bénéficié lors des épreuves du Baccalauréat de l'accompagnement de deux enseignants, comme l'autorise la réglementation, et tient à les remercier pour l'aide et le soutien qu'il a trouvé auprès d'eux.

Le lauréat rêve de devenir magistrat et pense que la moyenne obtenue lui permettra de s'inscrire dans une filière de droit qui lui ouvrira grandes ouvertes les portes de la magistrature.

DOULEUR

Femmes et hommes, elle n'est pas idem dans le cerveau

Si de précédentes recherches ont suggéré que les hommes et les femmes diffèrent dans leur expérience de la douleur, on ignorait jusque-là pourquoi. Ces travaux, publiés dans la revue *Brain*, décryptent ces différences fonctionnelles selon le sexe et soutiennent une médecine de précision de la douleur.

Ces toutes nouvelles données soutiennent en effet la mise en œuvre d'une approche ciblée en fonction du sexe du patient, un facteur qui se révèle fondamental dans le choix de la prise en charge des douleurs. L'un des auteurs principaux, le Dr Frank Porreca, directeur de recherche du Comprehensive Center for Pain & Addiction à l'Arizona Health Sciences, ajoute : « D'un point de vue conceptuel, nos travaux constituent une avancée majeure dans la compréhension de la manière dont la douleur peut être produite chez les hommes et les femmes. Ces résultats sont étonnamment cohérents et soutiennent la conclusion



remarquable selon laquelle les nocicepteurs, les éléments fondamentaux de la douleur, sont différents chez les hommes et les femmes. ».

Traiter la douleur spécifiquement et mieux en fonction des nocicepteurs

L'étude est centrée sur l'excitabilité des cellules nociceptrices situées près de la moelle épinière dans le ganglion de la racine dorsale. Les nocicepteurs, lorsqu'ils sont activés par une lésion ou une blessure, envoient un signal via la moelle épinière au cerveau qui entraîne la perception de la douleur. Les nocicepteurs

sont également adaptables dans leur réponse aux blessures.

Exemple : toucher une cuisinière chaude est un stimulus de haute intensité, tandis que le col d'une chemise frottant un coup de soleil est de faible intensité, mais ces 2 stimuli produisent une forme de douleur. Les analgésiques, y compris les anti-inflammatoires non stéroïdiens tels que l'ibuprofène, agissent en normalisant le seuil d'activation des nocicepteurs, bloquant ainsi la douleur produite par des stimuli de faible intensité. Les scientifiques utilisent ici 2 substances – la prolactine et

l'orexine B – pour leur étude. La prolactine est une hormone responsable de la lactation et du développement du tissu mammaire ; L'orexine est un neurotransmetteur qui aide à rester éveillé. Cependant, la prolactine et l'orexine ont toutes deux de nombreuses autres fonctions qui viennent seulement d'être révélées. L'équipe utilise des échantillons de tissus provenant de souris mâles et femelles, de primates non humains, ainsi que des tissus d'humains pour tester l'effet de la prolactine et de l'orexine B sur les seuils d'activation des nocicepteurs qui peuvent permettre à des

stimuli de faible intensité de produire de la douleur. Ces expériences révèlent que :

- chez les hommes et les femmes – ou les mâles et les femelles – ce qui modifie les seuils des nocicepteurs peut être complètement différent ;
- l'exposition à des substances sensibilisantes qui abaissent ces seuils d'activation de la douleur a des effets différents selon le sexe ;
- la prolactine sensibilise uniquement les cellules femelles et non les cellules mâles, l'orexine B sensibilise uniquement les cellules mâles et non les cellules femelles.

Quelle implication ?

Ces premières données expérimentales suggèrent de « s'attaquer » différemment à la douleur, chez les femmes et chez les hommes. Avec de nouvelles pistes thérapeutiques : la prévention de la sensibilisation des nocicepteurs induite par la prolactine chez les femmes pourrait représenter une approche viable pour le traitement des troubles douloureux prédominants chez les femmes, tandis que le ciblage de la sensibilisation induite par l'orexine B pourrait améliorer le traitement des affections douloureuses associées à l'activation des nocicepteurs chez les hommes.

Le lien social nous apporte plus d'endorphines que la morphine

Cette étude de l'Université d'Oxford révèle que nos proches et notre entourage déterminent finalement notre niveau de tolérance à la douleur. Ainsi, ceux d'entre nous les plus entourés et choyés supporteront mieux la douleur que d'autres personnes plus solitaires. Cette équipe de psychologie expérimentale décrypte ici, dans les *Scientific Reports*, comment notre neurobiologie peut contribuer à expliquer cet effet protecteur du lien social et des relations familiales.

L'auteur principal, Katerina Johnson, s'est particulièrement intéressée à une classe de composés chimiques, présente dans le cerveau, les endorphines. On sait que les endorphines, des analgésiques produits naturellement par notre corps, sont impliquées dans les circuits de douleur et de plaisir. De précédentes études ont d'ailleurs suggéré que les endorphines favorisent le lien social chez les



humains et les animaux. Rappelons notamment cette étude présentée dans la revue *Molecular Psychiatry* qui montre qu'en cas d'acceptation sociale, certaines régions du cerveau libèrent plus d'opioïdes, avec un mécanisme à double sens : ainsi, les

personnes souffrant de dépression ou d'anxiété sociale libèrent moins d'opioïdes, en particulier durant les périodes de détresse émotionnelle et ne se rétablissent jamais tout à fait après une expérience sociale négative. Plus d'amis, moins de douleur ! La

preuve est faite ici sur 1.100 participants, dont la tolérance à la douleur apparaît comme un indicateur significatif de la taille du réseau social. Et c'est en particulier la taille du réseau « externe » qui compte, soit le nombre de personnes contactées au moins une fois chaque mois, mais moins d'une fois par semaine.

Alors que le système endorphine peut être perturbé dans les troubles psychologiques tels que la dépression, ces résultats peuvent également expliquer pourquoi les personnes déprimées souffrent souvent d'un manque de plaisir et vont se replier sur soi et rompre le lien social. L'étude confirme, en effet, que des niveaux plus élevés de stress sont aussi associés à des réseaux sociaux plus petits... Le temps peut jouer contre le réseau, explique aussi l'auteur : « Les personnes qui passent plus de temps à pratiquer de l'exercice ont moins de temps pour voir leurs amis. »

SAHARA OCCIDENTAL

Nécessité de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination

La nécessité de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination a été réaffirmée par le conseiller pour la coopération institutionnelle et la solidarité internationale du Cabildo de la Grande Canarie (Espagne), Carmelo Ramirez.

« Il est essentiel que soit résolu le problème du Sahara occidental qui perdure depuis plus de cinquante ans », a affirmé Carmelo Ramirez, vendredi, au moment d'accueillir 38 enfants sahraouis, participant au programme « Vacances en paix ».

L'autodétermination, « un droit reconnu par les Nations unies »

Regrettant que le référendum devant permettre au peuple sahraoui de décider de son avenir ne soit toujours pas organisé, Carmelo Ramirez a rappelé que le droit à l'autodétermination est « un droit reconnu par les Nations unies » et qui n'a toujours pas été mis en œuvre au Sahara occidental « en raison de blocages exercés par l'occupant marocain ».

Soulignant l'importance de la coopération sur le plan humanitaire, il a appelé la communauté internationale à



« respecter les droits légitimes du peuple sahraoui ». Le président du Cabildo de la Grande Canarie, Antonio Morales, a estimé, pour sa part, que le programme « Vacances en paix », offrant aux enfants sahraouis, issus des camps de réfugiés, la possibilité de passer des vacances dans une famille d'accueil en Espagne, « symbolise l'amitié et la coopération entre les peuples canarien et sahraoui ».

Améliorer le programme « Vacances en paix »

Le délégué sahraoui aux îles Canaries, Ali Salem Sidi Zein, a exprimé, quant à lui, sa gratitude à toutes les institutions, entités et personnes participant à la réussite de ce programme de solidarité avec le peuple sahraoui qui, « depuis 50 ans, vit en exil », alors

qu'une part importante de son territoire est « illégalement occupée par le Maroc » contre lequel le peuple « mène une lutte légitime pour son autodétermination et son indépendance ». Des représentants des différentes forces politiques présentes au Conseil du Cabildo de la Grande Canarie ont participé à l'évènement, en signe de solidarité avec la cause sahraouie.

Par ailleurs, la ministre espagnole de la Jeunesse et l'Enfance, Sira Rego, de la Gauche unifiée, a tenu vendredi une séance de travail avec le représentant du Front Polisario en Espagne, Abdellah Arabi, et les membres de la Coordination d'Etat des associations solidaires avec le Sahara pour examiner les voies et moyens de renforcer et améliorer le programme « Vacances en paix », a rapporté la RASD TV.

IMMIGRATION CLANDESTINE

La Libye et le Tchad signent un accord pour régler la situation des migrants irréguliers

Le ministre libyen de l'Intérieur du Gouvernement de l'Unité nationale, Imed Trabelsi, a signé avec son homologue tchadien, Mohamed Mergui, un accord pour régulariser la situation des migrants tchadiens irréguliers présents sur le sol libyen.

« L'accord vise à déterminer les conditions et procédures d'établissement du statut des Tchadiens présents sur le territoire libyen, à travers l'identification et le recensement en

coopération entre les deux pays », a indiqué le Gouvernement tchadien dans un communiqué repris par des médias. La même source a ajouté que « les Tchadiens qui souhaitent rentrer volontairement bénéficieront d'une assistance logistique et financière de la part des Gouvernements libyen et tchadien, et des programmes de réintégration seront développés pour faciliter leur retour et leur réintégration au Tchad ». « Un comité conjoint sera

formé pour le suivi et l'évaluation afin de superviser la mise en œuvre de l'accord, et ses réunions auront lieu régulièrement pour évaluer les progrès et développer des solutions à tout problème », a-t-on précisé de même source. Cet accord a été paraphé en marge de la tenue, mercredi dernier, d'un Forum trans méditerranéen sur les migrations à Tripoli, en Libye, avec une participation européenne et africaine.

PLUIES TORRENTIELLES EN CHINE

Au moins 20 morts et des dizaines de disparus

Des pluies torrentielles en Chine ont fait au moins 20 morts et des dizaines de disparus, notamment dans l'effondrement d'un pont. Depuis mardi, de larges pans du nord et du centre du pays sont touchés par des pluies torrentielles, qui ont provoqué des inondations et d'importants dégâts matériels. Un pont autoroutier surplombant une rivière s'est effondré vendredi soir « en raison d'une averse brutale et de crues soudaines » à Shangluo,

dans la province du Shaanxi, a écrit samedi l'agence de presse Chine nouvelle. Le bilan est de 12 morts et plus de trente disparus.

Un violent orage a aussi entraîné, samedi, une brusque montée des eaux à Ya'an, une localité de la province montagneuse du Sichuan, dans le sud-ouest du pays, avec un bilan initial de plus de trente disparus.

Quatre d'entre eux ont pu être secourus mais les corps de huit autres ont

été retrouvés. La télévision nationale a diffusé des images du pont accidenté de la province du Shaanxi : une section à trois voies se trouve désormais dans les eaux d'une rivière, tandis que la structure semble avoir résisté dans l'autre sens de circulation. Un fort courant est visible.

D'après les premiers éléments d'enquête, 17 voitures et huit camions sont tombés dans le cours d'eau, a signalé Chine nouvelle.

USA, DE RETOUR EN CAMPAGNE

Donald Trump promet un raz-de-marée républicain

Porté par son triomphe à la convention républicaine et la crise qui secoue la candidature de Joe Biden, Donald Trump a promis samedi un « raz-de-marée » républicain lors de son premier meeting de campagne depuis qu'il a été victime d'une tentative d'assassinat.

Donald Trump assure avoir « pris une balle pour la démocratie ».

Apparu sans le bandage blanc qui lui recouvrait ces derniers jours toute l'oreille, mais avec un pansement plus discret, le candidat républicain a été acclamé dans une salle omnisports de 12.000 spectateurs pleine à craquer, à Grand Rapids dans le Michigan, un Etat clé qu'il avait remporté en 2016 mais que Joe Biden lui a ravi en 2020.

« J'ai pris une balle, la semaine dernière, pour la démocratie », a lancé Donald Trump au début de son discours, pour se défendre d'accusations récurrentes d'extrémisme vis-à-vis de sa rhétorique et de son projet politique, tout en réaffirmant sans preuves que l'élection de 2020 avait été truquée.

Il a promis « un raz-de-marée monumental » en faveur des républicains lors des prochaines élections de novembre et moqué les démocrates « qui ne savent pas qui est leur candidat », assurant que Joe Biden disposerait d'un quotient intellectuel de « 50 », « 60 », ou « 70 ».

CANADA

Plus de 160 feux de forêt signalés en Alberta

Plus de 160 feux de forêt ont été signalés samedi dans la province canadienne de l'Alberta (Ouest), où près de 1.100 personnes ont évacué leurs foyers, selon les autorités locales.

Environ 60 feux actifs ne sont toujours pas maîtrisés, a précisé l'organisme de lutte contre les incendies Alberta Wildfire.

Un ordre d'évacuation a été diffusé pour l'ensemble de la nation crie Little Red River et inclut également les habitants de Fox Lake, de John D'Or Prairie et de Garden River.

Selon les autorités, un violent incendie menace sérieusement ces communautés, dont le nombre dépasse 5.500 personnes.

Le feu de forêt s'est étendu en quelques heures pour atteindre, samedi, une superficie estimée à près de 1.000 km².

Agence

RUGBY - CAN 2024

L'Algérie surclasse la Côte d'Ivoire et file en demi-finale

La sélection nationale de rugby a validé son billet pour les demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations 2024 à la faveur de sa large victoire enregistrée face à la Côte d'Ivoire (32-12), ce samedi au stade Nelson Mandela à Kampala (Ouganda).

Pour leur entrée en matière dans cette édition 2024 de la CAN de rugby, les Lionceaux ont fait bonne figure. En effet, les camarades du capitaine, Marvyn Youcef, ont pris le contrôle de la partie dès la première mi-temps bouclée sur le score de 16 à 12 en faveur du XV d'Algérie. En seconde mi-temps, les capés d'Adrien Buononato ont confirmé

leur domination en marquant 16 autres points et ainsi remporter leur première victoire dans ce tournoi.

Le Kenya, prochain adversaire de l'Algérie

Après avoir assuré leur place dans le carré d'As, les Algériens visent à présent la finale. Pour ce faire, les coéquipiers du nouveau venu en sélection, Samir Bououda, devront battre le Kenya, large vainqueur du Sénégal (36-17). La rencontre aura lieu ce mercredi au stade «Mutesi 2».

Dans les autres rencontres du jour, la Namibie, tenante du trophée, a étrillé le Burkina Faso (38-5), alors que le Zimbabwe a pris le meilleur sur l'Ouganda (22-20), pays hôte de la compétition. Ainsi, la seconde demi-finale mettra aux prises la Namibie au Zimbabwe et se jouera prévue mercredi également.



LIGUE ONE CHAMPIONSHIP DE KICKBOXING

L'Algérien Elias Mahmoudi opposé au Japonais Taiki Naito le 3 août à Bangkok

Le kickboxer algérien Elias Mahmoudi affrontera le Japonais Taiki Naito le 3 août prochain, au Lumpinee Boxing Stadium de Bangkok, dans un combat de la catégorie poids-mouche, comptant pour la Ligue asiatique One Championship, ont annoncé

vendredi les organisateurs. Un combat qui s'annonce difficile pour l'Algérien de 26 ans, appelé à défier un adversaire plus expérimenté (28 ans), et qui compte déjà plusieurs victoires à son palmarès. "Après une longue attente, le temps est venu pour moi de remonter

sur le ring. Ce sera le 3 août prochain à Bangkok, où je serai opposé au japonais Taiki Naito. Un combat prévu dans les règles du kickboxing", a annoncé Elias Mahmoudi sur sa page facebook. A seulement 18 ans, le kickboxer algérien avait connu une fulgurante

ascension. Il était même présenté pour devenir champion de sa catégorie en cas de victoire contre Petch Dam. Malheureusement pour lui, la pandémie du Covid avait conduit à l'annulation de ce combat (face à Petch Dam), et la longue période de confiné-

ment qui s'en était suivie avait porté l'estocade au rêve de Mahmoudi. Cinq ans plus tard, le kickboxer algérien revient dans le circuit, avec l'espoir de gravir les échelons et pouvoir prétendre à nouveau au titre chez les poids mouche.

HANDBALL, EXCELLENCE DAMES

Le HBC El Biar domine le MC Alger (34-15) et conserve son titre

Le HBC El Biar a conservé pour la troisième année consécutive le titre de champion d'Algérie de handball, Excellence dames, en s'imposant devant le MC Alger sur le score de 34 à 15 (mi-temps: 17-08), en match comptant pour la septième et dernière journée des Play-off disputé samedi à la salle omnisports Belkacem Mohamed Berchache à Constantine. Invaincues durant toute la phase des Play-off, les handballeuses d'El Biar qui ont dominé haut la main leurs adversaires avec sept victoires en autant de rencontres, décrochent à cette occasion le sixième titre de champion d'Algérie de l'histoire du club (1987, 2015, 2018, 2022, 2023). La deuxième place du classement est revenue au CF Boumerdes (11 points), alors que le MC Alger a pris la troisième place du podium avec 10 points. Les vice-championnes d'Algérie 2024 du CF Boumerdes ont remporté, pour leur part, la Coupe d'Algérie disputée le 13 juillet dernier, en s'imposant devant le TS Sétif (32-28).

Les résultats et classement final

7e et dernière journée:

CS Mouloud Mammeri - TS Sétif 19-25
CF Boumerdes - TS Sétif 28-28
NRKG Alger - NRF Constantine 25-24
HBC El Biar - MC Alger 34-15

Déjà jouées / 6e journée (vendredi) :

HC Mila - CS Mouloud Mammeri 24-26
TS Sétif - NRKG Alger 31-24
MC Alger - CF Boumerdes 28-30
NRF Constantine - HBC El Biar 15-30

Classement final	Pts	J
1. HBC El Biar (champion d'Algérie 2024)	14	7
2. CF Boumerdes	11	7
3. MC Alger	10	7
4. HC Mila	6	7
--. TS Sétif	6	7
6. NRKG Alger	5	7
7. CSM Mammeri	4	7
8. NRF Constantine	0	7

Amoura signe son 1^{er} but avec Wolfsburg

Amoura a marqué ce samedi son premier but sous les couleurs de son nouveau club allemand, le VfL Wolfsburg.

Amoura a inscrit le seul but de son équipe dans le match amical disputé au stade Lotto Park à Bruxelles face au club belge d'Anderlecht qui s'est imposé sur le score de 2 buts à 1.

Titularisé par l'entraîneur autrichien Ralph Hasenhuttl, Amoura a ouvert le score pour son équipe à la 14e minute de jeu. Servi en profondeur, le buteur algérien s'est lancé rapidement pour se présenter seul face au portier d'Anderlecht Colin Coosemans, et n'a pas tremblé pour ouvrir son compteur avec Les Loups. En seconde période, l'équipe allemande a baissé les bras et a encaissé deux buts en l'espace de deux minutes (67e et 69e).

L'enfant prodige de Jijel (24 ans) a signé un contrat de cinq saisons avec le VfL Wolfsburg, en prove-



nance du club belge l'Union Saint-Gilloise. Il aura passé ainsi qu'une seule saison en Belgique, lui qui avait entamé sa carrière en Europe avec le FC Lugano en Suisse (2021-2023).

**LE ROI ARTHUR :
LA LÉGENDE D'EXCALIBUR**



20h25 **TMC**

Alors que mages et humains ont cohabité en paix pendant des siècles, cette ère a pris fin avec l'arrivée de Mordred, puissant magicien, prêt à tout pour s'emparer du dernier bastion qui lui résiste, Camelot. La place est néanmoins défendue par Uther, armé par Merlin de la puissante Excalibur. Mais en cette période troublée, Vortigern, le frère d'Uther, fait violemment sécession. Uther parvient à quitter Camelot avec son jeune fils, Arthur. Les années ont passé. Arthur, désormais un jeune homme, vit à Londres où il s'entraîne physiquement, tandis que Vortigern, devenu un roi inique, règne en semant la peur...

THE RESPONDER



20h06 **CANAL+**

Kate a emménagé avec son collègue Raymond. De son côté, Chris Carson fréquente une association pour des personnes dépressives qui se sentent seules. Il espère parvenir à décrocher un poste de jour afin de passer plus de temps avec sa fille. Lors d'un contrôle de nuit, Chris se rend compte de Deb a un comportement suspect. En regardant les caméras de surveillances, il comprend qu'elle est mêlée à un trafic de drogue. Ce polar noir bénéficie d'un solide scénario. Martin Freeman incarne avec talent un flic plongé dans la solitude et le désespoir.

**AU COEUR DES JEUX
LE PARI DES JEUX**



20h10 **2**

A l'approche de l'ouverture des JO, cette série documentaire opère une plongée dans les coulisses de leur organisation. Accueillir un événement de cette importance à l'échelle d'un territoire relève d'un véritable défi ! Entre réunions tenues secrètes, chantiers sur des sites d'importance et festivités à mettre au point, les dernières semaines de préparation furent intenses. Il s'agissait d'abord de réserver le meilleur accueil à la flamme olympique, arrivée sur le sol marseillais le 8 mai pour entamer un périple de plusieurs semaines à travers le pays.

**MEURTRES À...
MEURTRES EN PAYS CATHARE**



20h10 **3**

Pauline Lebrun, capitaine de gendarmerie à Narbonne, enquête sur le meurtre d'une femme dont le corps a été trouvé mutilé dans un château cathare. La victime, Inès, est une photographe originaire du village voisin. Près du cadavre se trouve Victor, le frère trisomique de Pauline, qui devient rapidement le suspect idéal. Démise de l'enquête, Pauline est rapidement remplacée par Thomas Costella, venu de Montpellier. Celui-ci découvre chez le suspect un cahier prouvant son vif intérêt pour la défunte.



**LA SELECTION
DE MIDI LIBRE**

**NOUS IRONS TOUS
AU PARADIS**



19h55 **arte**

Rongé par la jalousie, Étienne Dorsay, imagine divers stratagèmes pour identifier l'amant de sa femme. Parallèlement, il achète une maison à la campagne avec des amis. Peu après, Étienne, découvre que la photo de sa femme avec un autre homme n'est que la répétition d'une troupe de théâtre amateur. Or, cette dernière a bel et bien un amant. Une variation douce-amère, attachante et loufoque qui bénéficie de dialogues savoureux et de personnages bien dessinés.

**NUS ET CULOTTÉS
OBJECTIF IRLANDE**



20h05 **5**

Quittant la Bretagne profonde dans le plus simple appareil, les jeunes baroudeurs Nans et Mouts se lancent le défi de trouver un trèfle à quatre feuilles en Irlande. Baluchon sur l'épaule et caméra au poing, les deux loustics embarquent sur un ferry grâce à la générosité de voyageurs, telle Noëlle qui va les conduire à destination... Rejoindre une prairie de trèfles devrait être relativement aisé, mais dénicher l'une de ces plantes pourrait s'avérer compliqué. Ils traversent l'Angleterre et le Pays de Galles pour atteindre leur destination tout en comptant sur la générosité des gens pour s'habiller et se loger.

IRRÉDUCTIBLE



20h10 **6**

Vincent Peltier traverse une jungle équatoriale particulièrement inhospitalière en compagnie d'un chauffeur de taxi peu compétent. Tous les deux se retrouvent bientôt face à une tribu autochtone en apparence menaçante. Quand le chef les convoque, Vincent décide de raconter son histoire. Il évoque ses souvenirs d'enfance et évoque sa vocation de toujours : devenir fonctionnaire. Il revient sur une existence heureuse qui s'est brisée quand le ministre Roselyn Bacheron a annoncé sur une chaîne d'information son plan drastique d'économies, fondé sur la réduction des effectifs dans la fonction publique.

**CRIMES
SPÉCIALE SUICIDE OU MEURTRE PARFAIT ?**



20h05 **Chérie 25**

La vérité à tout prix. En 2010, Rudy se serait pendu à un tuyau d'arrosage mais les parents ont convaincus qu'il s'agit d'un meurtre • La rentière s'est-elle suicidée ? En 2002, le cadavre de Catherine est retrouvé dans un champ. Elle se serait tailladée les veines avant de s'égorger avec un couteau. Christophe ne croit pas que son amie ait pu se donner la mort • Le mystère Elodie et Kelly. En 2004, François découvre le corps sans vie de sa petite copine, Elodie. Elle a reçu une balle en plein cœur. Etrange coïncidence, moins d'un an plus tôt, un train percutait l'ex de cet homme, Kelly.

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Quotidien national d'information *Libre*

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : publicite@lemidi-dz.com
Rédactrice en chef:
Kahina Hammoudi
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.66.22.65
Rédaction : Tél-Fax : 021.66.22.65
Publicité : Tél-Fax : 021.66.22.65
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, Avenue Pasteur, Alger
Tél : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EUURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : Maison de la presse 1^{er} - Mai Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	03:54
Dohr	12:54
Asr	16:43
Maghreb	20:01
Icha	21:54

CAUSE SAHRAOUIE

POLITIQUE MAROCAINE DE LA TERRE BRÛLÉE AU SAHARA OCCIDENTAL

Une politique marocaine de la terre brûlée au Sahara occidental est dénoncée par le Comité politique du Conseil national sahraoui.

L'État d'occupation poursuit sa politique généralisée de la terre brûlée dans la partie occupée du Sahara occidental, indique, dimanche, le Comité tenant le Conseil de sécurité et l'ONU pour responsables des crimes «horribles» commis par l'occupation contre les civils sahraouis.

Punition collective contre les familles sahraouies

Le Comité sahraoui explique, dans un communiqué repris par l'APS, que «l'État marocain d'occupation continue de mener une politique généralisée de la terre brûlée et des pratiques de punition collective contre les familles sahraouies, en particulier celles vivant autour des grandes villes occupées.» Selon la même source, «ces pratiques incluent la confiscation de terres, la destruction de maisons et des moyens de subsistance, vandalisme de propriété et incendie des tentes de citoyens sahraouis et l'abattage du bétail dans le but de déraciner les familles sahraouies de leurs maisons et de leurs terres et d'installer davantage de Marocains dans la région dans le cadre des plans de colonisation.»

Guerre d'agression contre le peuple sahraoui

Le comité sahraoui condamne les crimes «horribles» de l'occupation marocaine contre les civils sahraouis, exprimant sa solidarité avec les familles qui ont subi ces opérations «brutales», à l'image de ce qui a été fait au domicile de la famille Hamdi Ould Sid Ahmed Laali à la ville occupée de Laâyoune ainsi que l'attaque contre un groupe de Sahraouis, dont des personnes âgées. Il indique que les victimes avaient l'intention de tenir une réunion pacifique chez eux au cours de laquelle ils dis-



cutteraient de la poursuite du crime de spoliation de leurs terres, que mènent les autorités d'occupation marocaines dans le cadre de leur guerre d'agression contre le peuple sahraoui.

Pratiques systématiques

Le Comité politique du Conseil national sahraoui dénonce les pratiques répressives marocaines contre des familles sahraouies qui se sont retrouvées sans abri alors qu'ils vivaient déjà dans des conditions de vie difficiles en raison de la marginalisation, de la discrimination et de l'appauvrissement dont elles sont victimes suite à la politique marocaine dans le territoire occupé. Il note que «ces pratiques systématiques commises par l'État occupant se répètent, car de nombreuses familles sahraouies ont été soumises à la démolition de leurs maisons et à la confiscation de leurs terres pour les donner aux colons marocains et étrangers en violation flagrante du droit international humanitaire». Le Comité sahraoui précise que cette politique est menée par l'État occu-

pant depuis le début de son occupation militaire illégale du Sahara occidental.

Objectif marocain d'exterminer le peuple sahraoui

«Le Maroc a pour objectif d'exterminer le peuple sahraoui et de confisquer ses terres et ses ressources naturelles», affirme le Comité.

La communauté internationale interpellée

Le Comité politique du Conseil national sahraoui souligne «l'échec du Secrétariat des Nations unies et du Conseil de sécurité, leur silence assourdissant face au comportement criminel de l'État occupant marocain a encouragé ce dernier à poursuivre ses pratiques terroristes et barbares dans les territoires occupés du Sahara occidental». Il interpelle, dans le sillage, «les organes des Nations unies liés aux droits de l'Homme à assumer leurs responsabilités envers le peuple du Sahara occidental».

OLYMPIADE INTERNATIONALE DE MATHÉMATIQUES Participation honorable pour l'Algérie

Le ministère de l'Éducation nationale a salué dans un communiqué rendu public ce samedi, «l'honorable participation» algérienne et la performance historique des participants à l'Olympiade internationale de Mathématiques (OIM), qui se tient à Bath, au Royaume-Uni.

Chemseddine Derrache élève au lycée des mathématiques, Mohamed Mokhbi, de Kouba (Alger), qui a obtenu son Baccalauréat, session 2023-2024, avec 18.05 de moyenne, a d'ailleurs offert à l'Algérie; le seul pays africain et arabe à se distinguer lors de cette compétition, sa première médaille d'or. Dans cette édition 2024 de l'OIM, marquée par la participation de 609 compétiteurs, représentant 108 pays, l'Algérien a remporté la médaille en vermeil après avoir obtenu 29 points et se classe ainsi à la 47^e position dans un classement général dominé par le Chinois, Haojia Shi (42 pts alors que le restant de l'équipe algérienne, a obtenu des «tableaux d'honneur», rappelle le ministère.

L'Algérie est Il convient de rappeler que Chemseddine Derrache a pris part à la précédente édition de l'OIM, disputée en 2023 au Japon, où il s'est également distingué en remportant la médaille de bronze.

DOUANES Saisie de psychotropes et de cocaïne à Chlef et Sétif

La lutte contre le trafic de psychotropes et de drogues de tous genres se poursuit sans relâche par les différents services concernés, notamment les douanes algériennes qui multiplient les prises à travers le territoire national. Cette fois, c'est une équipe de douaniers de l'inspection régionale de Sétif, en opération conjointe avec les services de la police, qui ont réussi à arrêter deux narcotrafiquants et à saisir une importante quantité de psychotropes. Il s'agit dans le détail de 43769 capsules retrouvées dissimulées à bord d'un camion. Un peu plus à l'Ouest, à Chlef précisément, les agents de Douanes relevant de l'inspection régionale de ladite wilaya ont eux aussi réussi à saisir une importante quantité de cocaïne. Lors de cette même opération, cinq individus ont été arrêtés ainsi qu'une importante somme d'argent et les véhicules servant au trafic, ont été saisis. Ces opérations témoignent des efforts considérables et de la coordination étroite entre les services et les unités opérationnelles des institutions sécuritaires de l'État dans la lutte contre la contrebande sous toutes ses formes, en particulier la contrebande et le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes.

MÉTÉO

La vague de chaleur se poursuivra jusqu'à aujourd'hui

L'Office national de météorologie a mis en garde, hier dans un BMS contre une vague de chaleur dans un certain nombre de wilayas.

Selon le bulletin placé au niveau de vigilance «Orange», la canicule affectera les wilayas de : M'sila, El Tarf, Annaba, Skikda, Béjaïa, Guelma et Batna.

Les températures oscilleront entre 42 et 44 et pourraient dépasser 46 degrés à l'ombre.

L'office a également mis en garde dans un BMS de niveau 1 contre une vague de chaleur dans les wilayas de : Constantine, Mila, Biskra, El M'Ghair, Ouled Djelal, In Salah, Timimoun, Adrar, Tindouf et Bordj Badji Mokhtar. Ce BMS restera valable jusqu'à lundi.

Félicitations

La rédaction et l'administration du journal *Midi Libre*, félicitent chaleureusement leur collègue **Belaidi Youcef** pour la réussite de ses deux filles **Rasha et Aroua** à l'examen du baccalauréat.

L'ensemble des travailleurs du journal se joignent à vous et partagent votre joie.

Bravo Rasha, Bravo Aroua et à d'autres succès inshallah.